



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des Nations Unies  
pour la population**

Distr. générale  
20 août 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Deuxième session ordinaire de 2003**

8-12 septembre 2003, New York

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

**FNUAP**

**Fonds des Nations Unies pour la population**

**Projet de budget d'appui biennal pour l'exercice 2004-2005**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires\***

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport de la Directrice exécutive sur le projet de budget d'appui biennal pour l'exercice 2004-2005 (DP/FPA/2003/11). À cette occasion, il a rencontré la Directrice exécutive adjointe chargée de la gestion et ses collègues, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires.

2. Le Comité consultatif note qu'il est indiqué dans le résumé analytique du document (par. 2) que le projet de budget a été établi en suivant la présentation matérielle unifiée des budgets du PNUD, du FNUAP et de l'UNICEF et les directives correspondantes telles que les a approuvées le Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP. **Il constate que, conformément à ses recommandations antérieures, le résumé analytique et le document dans son ensemble sont plus brefs que dans le cas du budget précédent, mais qu'il reste à faire pour améliorer et alléger la présentation du document. Il engage le FNUAP à continuer dans cette voie afin que son projet de budget devienne plus facile à exploiter, qu'il n'y ait pas de redites et que tout soit fait pour que les prévisions soient claires et compréhensibles; il faudrait aussi avoir davantage recours à des graphiques. D'autre part, le Comité trouve que l'organigramme, dont la présentation est conforme à la méthode harmonisée applicable aux fonds et programmes des Nations Unies, aurait été plus intéressant s'il avait comporté des renseignements sur la composition des effectifs et sur les changements concernant les postes. À sa demande, il a reçu un organigramme donnant ces renseignements, qui figure à l'annexe I ci-après. Il demande que cette**

---

\* La soumission du présent document a été retardée du fait qu'il a fallu recueillir et analyser les données les plus récentes afin que l'information présentée au Conseil d'administration soit parfaitement à jour.



**présentation soit adoptée dans les futurs documents budgétaires des fonds et programmes des Nations Unies.**

3. **Le Comité consultatif estime qu'il est temps d'envisager d'appliquer à l'élaboration du projet de budget les techniques de la budgétisation axée sur les résultats. Il conviendrait que les fonds et programmes se penchent sur la question dans le cadre de l'application de la présentation matérielle unifiée des documents budgétaires.**

4. **Le Comité consultatif demande par ailleurs que figure dans les futurs projets de budget du FNUAP une annexe distincte où seront indiquées les mesures prises pour donner suite à ses recommandations, comme le Conseil d'administration en a approuvé la recommandation.**

5. Les paragraphes 3 à 5 du document portent sur l'exécution du budget d'appui révisé de l'exercice biennal 2002-2003. Le Comité consultatif note que le Conseil d'administration a approuvé des crédits d'un montant brut de 155,2 millions de dollars pour cet exercice, ce montant étant fondé sur des prévisions de recettes s'élevant à 545 millions de dollars au titre des ressources ordinaires. Il note également que le montant actuellement prévu des recettes ordinaires du FNUAP pour l'exercice biennal 2002-2003 s'élève à 543,5 millions de dollars, et celui des dépenses engagées au titre du budget d'appui biennal, à 155 millions.

6. Le Comité consultatif note, au paragraphe 8 du document, que le cadre d'allocation de ressources pour le budget d'appui biennal 2004-2005 est conforme au Plan de financement pluriannuel (PFP) pour 2004-2007, qui est en cours d'élaboration, et que les ressources du budget d'appui biennal ont été réparties de façon à faire en sorte que les priorités stratégiques bénéficient des moyens voulus. Au cours de ses délibérations, il a appris, ayant posé la question, que le FNUAP s'efforcera de réaliser sous peu la synchronisation de son budget biennal et de son PFP.

7. Comme il est indiqué au paragraphe 17 du document, le projet de budget pour l'exercice biennal 2004-2005 a été établi sur la base de prévisions de recettes d'un montant total de 750,6 millions de dollars, dont 586,7 millions au titre des ressources ordinaires et 163,9 millions au titre des autres ressources. Les deux premiers montants marquent respectivement des augmentations de 6,8 % et de 7,7 % par rapport aux prévisions révisées pour l'exercice biennal 2002-2003 (702,5 et 545 millions de dollars, respectivement). **Le Comité consultatif se félicite de ce qui a été fait jusqu'à présent pour accroître le montant total des ressources disponibles, et il espère que le FNUAP continuera dans les quelques années qui viennent à enregistrer des succès, avant de s'engager à long terme sur un programme de dépenses accrues.**

8. Au paragraphe 20 du document, le Comité consultatif note que le projet de budget comprend un montant de 3,8 millions de dollars pour des frais de démarrage supplémentaires du système de planification des ressources, un système d'exploitation intégré grâce auquel les finances, la comptabilité, les achats et la gestion des ressources humaines seront automatisés et, pour la première fois, un lien sera établi entre les résultats et les ressources des programmes. Ce montant s'ajoutant aux 10 millions de dollars consacrés à ce projet dans le budget de l'exercice biennal 2002-2003, il porte à 13,8 millions pour la période 2002-2005

l'investissement total dans le démarrage de ce projet. Le Comité note que le système sera lancé en janvier 2004.

9. Le Comité consultatif constate que l'effectif total prévu pour l'exercice biennal 2004-2005 reste inchangé par rapport à l'exercice en cours, mais que c'est le résultat de la création de 9 postes (4 d'administrateur recruté sur le plan national et 5 de personnel international) et de la suppression de 9 autres (1 P-4 et 8 postes d'agent des services généraux). S'étant renseigné, il a appris que le montant net des dépenses supplémentaires entraînées par la création des 9 postes en question était estimé à 659 400 dollars pour l'exercice biennal 2004-2005.

10. Les fonctions des titulaires des 9 nouveaux postes demandés et les services où les postes seraient créés sont les suivants :

a) Deux postes d'administrateur recruté sur le plan national sont prévus pour deux auditeurs (dont un en Côte d'Ivoire et un en Afrique du Sud) chargés d'apporter un appui aux services d'audit interne des bureaux de pays du FNUAP en Afrique subsaharienne;

b) Deux postes d'administrateur recruté sur le plan national (dont un au Sénégal et un en Afrique du Sud) chargés d'offrir aux fonctionnaires des conseils et un soutien sur les questions relatives au VIH/sida, conformément aux récentes recommandations du Secrétaire général;

c) Deux postes P-4 pour le service de la Division des ressources humaines qui est chargé de la formation et de l'organisation des carrières;

d) Un poste P-5 de conseiller en évaluation (hors classe) et 1 P-4 d'auditeur à la Division du contrôle interne, afin d'achever de renforcer celle-ci;

e) Un poste P-4 à la Division des services de gestion, pour un responsable de la sécurité chargé de veiller à ce que tous les problèmes de sécurité soient réglés avec un court temps de réponse.

**Le Comité consultatif recommande que soient créés 4 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 1 poste P-4 (d'auditeur). La nécessité de créer les 4 autres postes est à réexaminer et, le cas échéant, il conviendra de renouveler cette proposition lors de la présentation du prochain projet de budget, donnant des arguments valables pour la justifier.**

11. Dans le tableau d'effectifs prévu, 17 postes du siège seraient reclassés, à savoir :

a) Un D-1, 1 P-5 et 2 P-4 à la Division des ressources humaines;

b) Un P-5 et 1 poste d'agent des services généraux à la Division du contrôle interne;

c) Deux P-5, 2 P-4 et 4 postes d'agent des services généraux à la Division des services de gestion;

d) Un P-5 à la Division de la mobilisation des ressources;

e) Deux postes d'agent des services généraux au Bureau de la Directrice exécutive.

Les reclassements de poste proposés au siège sont justifiés, dans le document budgétaire, principalement par le fait que les titulaires ont des responsabilités

accrues. Par ailleurs, il est proposé de reclasser, hors siège, 158 postes d'agent local, soit 24,3 % du nombre total (649) de postes d'agent local prévu pour l'exercice biennal 2004-2005. Le Comité a appris que 3 des 9 postes qu'il est proposé de supprimer en 2004-2005 avaient précédemment été reclassés.

12. **Le Comité consultatif signale que l'examen du document budgétaire et des compléments d'information fournis à sa demande ne lui a pas permis de savoir avec certitude si une suite avait été donnée à ses observations antérieures relatives aux changements concernant le personnel. Lors de l'examen du projet de budget pour l'exercice biennal 2002-2003, par exemple, il avait estimé que le reclassement d'un poste d'administrateur ou de personnel d'appui ne devrait être proposé que si la nature des fonctions qui étaient associées au poste avait changé (DP/FPA/2001/12, par. 27). Or il ne trouve dans le document budgétaire rien qui montre clairement que de tels changements ont eu lieu. Il fait également observer qu'il n'est proposé aucun changement programmatique d'importance, dans les activités du FNUAP, qui puisse justifier à ses yeux les reclassements proposés. Il convient en outre de noter qu'aucun changement portant sur le personnel (reclassement ou création de poste) n'est proposé pour les divisions organiques du siège du FNUAP.**

13. Le Comité consultatif constate que la répartition des postes du FNUAP semble être déséquilibrée vers le sommet. La question a été évoquée avec la Directrice exécutive adjointe chargée de la gestion, qui a fourni au Comité, à sa demande, des données supplémentaires (voir annexe II ci-après). Le Comité constate que seulement 3,8 % des postes d'administrateur recruté sur le plan international sont aux classes P-3 et P-2/P-1. Dans les bureaux de pays, tous les postes de personnel international sont aux classes D-1, P-5 et P-4 et il n'y a aucun poste P-3 ou P-2/P-1. Il a été expliqué au Comité qu'il y avait souvent dans les bureaux de pays du personnel international très peu nombreux encadrant un effectif important de personnel local. **Il n'en reste pas moins que le Comité estime que l'absence de postes de débutant dans la catégorie des administrateurs peut avoir un effet néfaste sur l'efficacité de la gestion des ressources humaines. Il constate que, comme il l'a déjà dit, si les reclassements massifs à des classes supérieures tendent à fluidifier provisoirement la situation aux classes inférieures, les problèmes d'engorgement ne font que resurgir, quelques années plus tard, aux classes supérieures; c'est en planifiant correctement le recrutement et les affectations et en gérant les vacances de poste, la mobilité et les départs à la retraite qu'il faut organiser le déroulement des carrières, et reclasser des postes de façon sporadique et intermittente n'est pas une bonne méthode de gestion des ressources humaines (voir DP/FPA/2001/12, par. 28).**

14. D'autre part, le Comité consultatif rappelle qu'il a déjà fait observer qu'il jugeait discutable la méthode adoptée pour modifier le tableau d'effectifs du siège (création de postes et reclassements) (voir DP/FPA/2001/12, par. 27). En outre, le Conseil d'administration a prié la Directrice exécutive de faire preuve de la plus grande prudence et de la plus grande transparence possibles, compte tenu des observations formulées par le Comité consultatif dans son rapport (DP/FPA/2002/10), lorsqu'il procéderait aux reclassements de postes. **Le Comité demande donc que les reclassements de postes proposés au siège pour l'exercice biennal 2004-2005 soient réexaminés à la lumière de ses propres observations et recommandations et de celles du Conseil d'administration, notamment en ce**

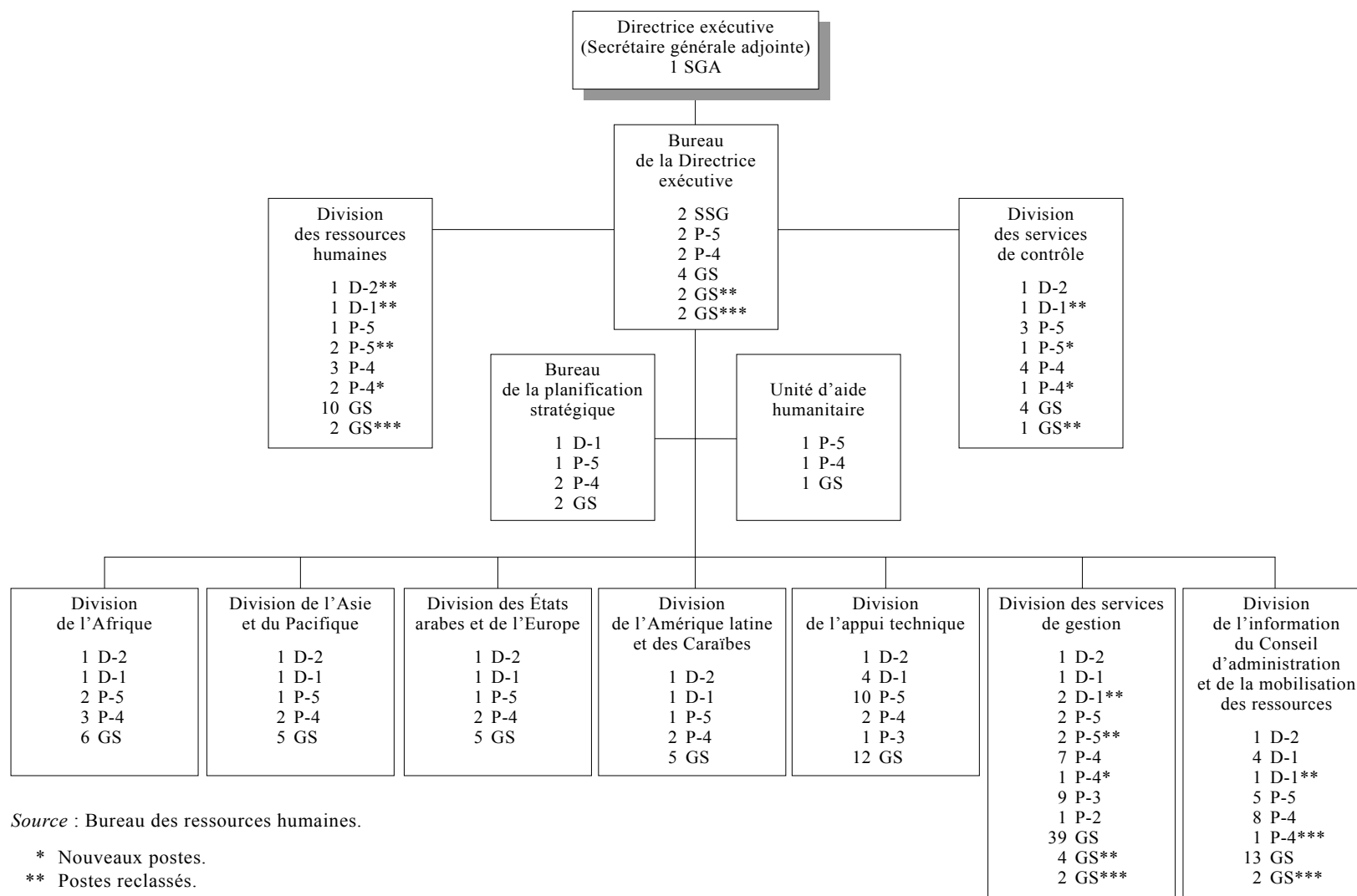
**qui concerne la nécessité de justifier les reclassements en fonction des attributions des titulaires.**

15. À sa demande, le Comité consultatif a reçu une ventilation des ressources figurant dans le tableau VI du document budgétaire, ainsi que des renseignements détaillés sur l'assistance fournie par le FNUAP : ventilation par grand domaine d'activité et par région, parts respectives de l'assistance fournie à l'échelon national et multinational, ventilation par groupe de pays et par agent d'exécution. Ces données figurent à l'annexe III ci-après.

## Annexe I

## Organigramme du FNUAP et répartition des postes

### Fonds des Nations Unies pour la population



Source : Bureau des ressources humaines.

\* Nouveaux postes.

\*\* Postes reclassés.

\*\*\* Postes supprimés.

## Annexe II

### Analyse de la répartition des postes au FNUAP

Il a été fait observer que, proportionnellement, le FNUAP comptait un grand nombre de postes de niveau élevé, comme il apparaît notamment à la dernière ligne du tableau IV du document DP/FPA/2003/11, page 45. Il est vrai qu'au siège le FNUAP compte peu de postes accessibles aux débutants mais il faut souligner que, compte tenu du nombre limité de postes dont dispose le FNUAP, il y a peu de place pour des postes de débutant. En outre, le siège ayant relativement peu de postes permanents, les fonctionnaires qui les occupent sont souvent appelés à assumer de multiples fonctions, la complexité de leur travail justifiant alors un classement à un rang plus élevé. Dans les organismes comparables, le service du budget, par exemple, comporte des postes d'administrateur de différentes classes; au FNUAP, ce service ne compte que deux postes d'administrateur (1 P-4 et 1 P-3) pour des tâches d'un niveau de complexité analogue.

#### A. Postes d'administrateur recrutés sur le plan international – ensemble du FNUAP

Parmi les postes d'administrateur recruté sur plan international, 66,8 % correspondent à des postes de la classe P-5 ou de rang supérieur et 33,1 % à des postes de la classe P-4 ou de rang inférieur.

	<i>SGA</i> <i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/1</i>	<b>Total</b>
2004-2005								
Ressources ordinaires	3	9	37	94	63	7	1	<b>214</b>
	1,4 %	4,2 %	17,3 %	43,9 %	29,4 %	3,3 %	0,5 %	<b>100,0 %</b>

Source : Tableau IV, DP/FPA/2003/11.

Le pourcentage le plus élevé se trouve dans la classe P-5.

#### B. Postes d'administrateur recruté sur le plan international – bureau de pays

Lorsqu'on examine la répartition des postes, il convient aussi de tenir compte de la répartition des postes d'administrateur recruté sur le plan international dans les lieux d'affectation hors siège. On constate que les postes de représentant et de représentant adjoint s'étagent seulement de la classe P-4 à la classe D-1.

	<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/1</i>	<b>Total</b>
2004-2005								
Ressources ordinaires			18	59	22	0	0	<b>99</b>
			18,2 %	59,6 %	22,2 %	0,0 %	0,0 %	<b>100,0 %</b>

Source : Tableau IV, DP/FPA/2003/11.

### C. Ensemble des postes d'administrateur (administrateurs recrutés sur le plan international et sur le plan national)

On distingue, parmi les postes d'administrateur recruté hors siège sur le plan national (administrateurs et directeurs des opérations), quatre catégories : la catégorie A correspond aux postes de la classe P-1, la catégorie B aux postes P-2, la catégorie C aux postes P-3 et la catégorie D aux postes P-4. Dans toute la mesure possible, le FNUAP emploie sur le terrain des administrateurs recrutés localement plutôt que des administrateurs recrutés sur le plan international. Lorsqu'on prend en considération les administrateurs recrutés sur le plan local, au nombre de 225, on constate que la hiérarchie des postes est plus équilibrée puisque 67,4 % de l'ensemble des postes d'administrateur correspondent à des postes de la classe P-4 ou de rang inférieur.

	<i>SGA SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4 et en dessous</i>	<b>Total</b>
2004-2005						
Ressources ordinaires	3	9	37	94	296	<b>439</b>
	0,7 %	2,1 %	8,4 %	21,4 %	67,4 %	<b>100,0 %</b>

Source : Tableau IV, DP/FPA/2003/11.

## Annexe III

**Ventilation des ressources figurant au tableau IV  
du document DP/FPA/2003/11, par commission  
économique régionale**

Tableau VI-B

**Utilisation des ressources : ventilation estimative des ressources allouées  
au titre du budget-programme et du budget d'appui aux programmes par pays  
(pays groupés par commission économique régionale)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Commission économique/pays <sup>b</sup>	Ressources (2004-2005 <sup>a</sup> )									Total
	Budget-programme			Budget d'appui biennal (brut)	Total, budget- programme et budget d'appui biennal	Postes imputés sur le budget d'appui biennal <sup>c</sup>			Total, postes imputés sur le budget d'appui biennal	
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total des ressources			Adminis- trateurs recrutés sur le plan interna- tional	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et autres catégories		
<b>Pays de la CEA</b>										
Afrique du Sud	1 585,5	0,0	<b>1 585,0</b>	1 423,3	<b>3 008,8</b>	2	5	5	<b>12</b>	<b>12</b>
Algérie	2 332,6	85,0	<b>2 417,6</b>	622,9	<b>3 040,4</b>	1	2	4	<b>7</b>	<b>7</b>
Angola	4 502,0	158,1	<b>4 660,1</b>	1 489,6	<b>6 149,7</b>	1	4	5	<b>10</b>	<b>10</b>
Bénin	2 471,2	1 035,8	<b>3 507,0</b>	907,3	<b>4 414,3</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>
Botswana	734,0	2 289,6	<b>3 023,6</b>	760,8	<b>3 784,4</b>	1	1	4	<b>6</b>	<b>6</b>
Burkina Faso	3 621,2	1 798,9	<b>5 420,1</b>	832,2	<b>6 252,3</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>
Burundi	2 373,3	0,0	<b>2 373,3</b>	851,9	<b>3 225,3</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
Cameroun	3 513,5	0,0	<b>3 513,5</b>	892,0	<b>4 405,5</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>
Cap-Vert	1 223,4	490,6	<b>1 714,0</b>	320,8	<b>2 034,8</b>	0	1	3	<b>4</b>	<b>4</b>
Comores	856,4	0,0	<b>856,4</b>	219,1	<b>1 075,5</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Côte d'Ivoire	2 446,8	1 908,0	<b>4 354,7</b>	1 117,2	<b>5 471,9</b>	1	4	5	<b>10</b>	<b>10</b>
Djibouti	1 049,6	0,0	<b>1 049,6</b>	265,6	<b>1 315,3</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Égypte <sup>d</sup>	4 898,4	1 062,6	<b>5 961,0</b>	926,0	<b>6 886,9</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
Érythrée	2 434,5	2 943,7	<b>5 378,2</b>	549,8	<b>5 928,0</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
Éthiopie	7 169,0	654,2	<b>7 823,1</b>	1 101,9	<b>8 925,0</b>	2	4	5	<b>11</b>	<b>11</b>
Gabon	440,4	0,0	<b>440,4</b>	327,8	<b>768,2</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Gambie	1 345,7	0,0	<b>1 345,7</b>	176,8	<b>1 522,6</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Ghana	5 970,1	1 853,5	<b>7 823,5</b>	625,6	<b>8 449,2</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>
Guinée	2 948,3	218,1	<b>3 166,4</b>	673,6	<b>3 840,0</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>
Guinée-Bissau	1 101,0	0,0	<b>1 101,0</b>	905,1	<b>2 006,2</b>	1	2	4	<b>7</b>	<b>7</b>
Guinée équatoriale	1 223,4	0,0	<b>1 223,4</b>	313,2	<b>1 536,6</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Jamahiriya arabe libyenne	0,0	0,0	<b>0,0</b>	—	<b>0,0</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>
Kenya	4 648,8	0,0	<b>4 648,8</b>	1 371,6	<b>6 020,4</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>

Commission économique/pays <sup>b</sup>	Ressources (2004-2005 <sup>a</sup> )										
	Budget-programme				Budget d'appui biennal (brut)	Total, budget- programme et budget d'appui biennal	Postes imputés sur le budget d'appui biennal <sup>c</sup>			Total, postes imputés sur le budget d'appui biennal	Total
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total des ressources	Adminis- trateurs recrutés sur le plan interna- tional			Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et autres catégories			
Lesotho	856,4	218,1	<b>1 074,4</b>	152,7	<b>1 227,1</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>	
Libéria	1 957,4	0,0	<b>1 957,4</b>	893,2	<b>2 850,6</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>	
Madagascar	4 183,9	272,6	<b>4 456,5</b>	976,4	<b>5 432,9</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>	
Malawi	3 566,1	3 815,9	<b>7 382,1</b>	808,5	<b>8 190,6</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>	
Mali	4 356,4	490,6	<b>4 847,1</b>	961,7	<b>5 808,8</b>	1	4	6	<b>11</b>	<b>11</b>	
Maurice	122,3	0,0	<b>122,3</b>	–	<b>122,3</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>	
Maroc	3 498,8	212,5	<b>3 711,3</b>	907,8	<b>4 619,2</b>	1	2	4	<b>7</b>	<b>7</b>	
Mauritanie	1 835,1	1 471,9	<b>3 306,9</b>	673,3	<b>3 980,3</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>	
Mozambique	4 751,6	218,1	<b>4 969,6</b>	1 222,2	<b>6 191,9</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>	
Namibie	1 585,5	381,6	<b>1 967,1</b>	552,2	<b>2 519,3</b>	1	1	2	<b>4</b>	<b>4</b>	
Niger	4 318,5	2 889,2	<b>7 207,7</b>	813,4	<b>8 021,1</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>	
Nigéria	11 228,1	18 098,5	<b>29 326,6</b>	1 438,5	<b>30 765,2</b>	2	4	5	<b>11</b>	<b>11</b>	
Ouganda	6 483,9	2 507,6	<b>8 991,5</b>	1 186,1	<b>10 177,6</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>	
République centrafricaine	1 918,3	54,5	<b>1 972,8</b>	883,2	<b>2 856,0</b>	1	3	4	<b>8</b>	<b>8</b>	
République démocratique du Congo	6 361,6	0,0	<b>6 361,6</b>	1 437,2	<b>7 798,7</b>	2	4	5	<b>11</b>	<b>11</b>	
République du Congo	1 590,4	0,0	<b>1 590,4</b>	950,5	<b>2 540,9</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>	
République-Unie de Tanzanie	4 685,5	1 853,5	<b>6 539,0</b>	1 447,0	<b>7 986,0</b>	2	4	5	<b>11</b>	<b>11</b>	
Rwanda	2 373,3	2 725,7	<b>5 099,0</b>	734,4	<b>5 833,4</b>	1	3	4	<b>8</b>	<b>8</b>	
Sao Tomé-et-Principe	489,4	0,0	<b>489,4</b>	206,1	<b>695,5</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>	
Sénégal	3 462,2	1 035,8	<b>4 497,9</b>	1 067,7	<b>5 565,6</b>	1	4	5	<b>10</b>	<b>10</b>	
Seychelles	90,5	0,0	<b>90,5</b>	–	<b>90,5</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>	
Sierra Leone	2 801,5	0,0	<b>2 801,5</b>	721,3	<b>3 522,9</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>	
Somalie	1 399,5	170,0	<b>1 569,5</b>	538,9	<b>2 108,4</b>	1	2	3	<b>6</b>	<b>6</b>	
Soudan	5 131,6	0,0	<b>5 131,6</b>	1 155,4	<b>6 287,1</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>	
Swaziland	611,7	272,6	<b>884,3</b>	233,1	<b>1 117,4</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>	
Tchad	2 720,8	109,0	<b>2 829,8</b>	851,1	<b>3 680,9</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>	
Togo	2 238,8	0,0	<b>2 238,8</b>	863,1	<b>3 101,8</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>	
Tunisie	1 166,3	722,6	<b>1 888,8</b>	196,5	<b>2 085,4</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>	
Zambie	3 366,7	0,0	<b>3 366,7</b>	741,4	<b>4 108,1</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>	
Zimbabwe	2 691,4	60,0	<b>2 751,4</b>	620,2	<b>3 371,6</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>	

Commission économique/pays <sup>b</sup>	Ressources (2004-2005 <sup>a</sup> )									
	Budget-programme			Budget d'appui biennal (brut)	Total, budget-programme et budget d'appui biennal	Postes imputés sur le budget d'appui biennal <sup>c</sup>			Total, postes imputés sur le budget d'appui biennal	Total
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total des ressources			Adminis-trateurs recrutés sur le plan interna-tional	Adminis-trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et autres catégories		
Régional, Afrique	7 692,7	4 688,2	<b>12 380,8</b>	2 650,5	<b>15 031,3</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total partiel, CEA</b>	<b>158 425,4</b>	<b>56 766,2</b>	<b>215 191,6</b>	<b>42 558,0</b>	<b>257 749,6</b>	<b>50</b>	<b>126</b>	<b>211</b>	<b>387</b>	<b>387</b>
<b>Pays de la CESAO</b>										
Arabie saoudite	23,3	0,0	<b>23,3</b>	–	<b>23,3</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
Bahreïn	7,0	0,0	<b>7,0</b>	–	<b>7,0</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
Émirats arabes unis	9,3	0,0	<b>9,3</b>	–	<b>9,3</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
Iraq	1 343,5	0,0	<b>1 343,5</b>	593,7	<b>1 937,2</b>	1	1	4	6	<b>6</b>
Jordanie	1 166,3	1 083,9	<b>2 250,1</b>	251,2	<b>2 501,3</b>	0	1	2	3	<b>3</b>
Liban	699,8	637,6	<b>1 337,3</b>	370,3	<b>1 707,7</b>	0	1	2	3	<b>3</b>
Oman	11,7	1 275,1	<b>1 286,8</b>	–	<b>1 286,8</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
Qatar	4,7	0,0	<b>4,7</b>	–	<b>4,7</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
République arabe syrienne	4 058,6	2 699,0	<b>6 757,7</b>	798,0	<b>7 555,7</b>	1	1	5	7	<b>7</b>
Territoires palestiniens occupés	1 866,0	1 593,9	<b>3 459,9</b>	859,6	<b>4 318,5</b>	1	1	3	5	<b>5</b>
Yémen	4 665,1	1 551,4	<b>6 216,5</b>	973,8	<b>7 190,3</b>	2	3	4	9	<b>9</b>
Régional, États arabes	7 051,6	3 634,1	<b>10 685,7</b>	1 516,5	<b>12 202,2</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>Total partiel, CESAO</b>	<b>20 907,0</b>	<b>12 475,0</b>	<b>33 381,9</b>	<b>5 363,1</b>	<b>38 745,1</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>20</b>	<b>33</b>	<b>33</b>
<b>Pays de la CEE</b>										
Albanie	629,8	0,0	<b>629,8</b>	317,0	<b>946,8</b>	0	1	2	3	<b>3</b>
Arménie	583,1	0,0	<b>583,1</b>	112,7	<b>695,8</b>	0	1	2	3	<b>3</b>
Azerbaïdjan	956,3	276,3	<b>1 232,6</b>	191,6	<b>1 424,3</b>	0	1	2	3	<b>3</b>
Bélarus	256,6	0,0	<b>256,6</b>	–	<b>256,6</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
Bosnie-Herzégovine	419,0	0,0	<b>419,0</b>	177,2	<b>597,0</b>	0	1	1	2	<b>2</b>
Bulgarie	279,9	0,0	<b>279,9</b>	–	<b>279,9</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
Estonie	58,3	0,0	<b>58,3</b>	–	<b>58,3</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
Fédération de Russie	956,3	0,0	<b>956,3</b>	974,1	1 930,5	1	1	3	5	<b>5</b>
Géorgie	559,8	0,0	<b>559,8</b>	188,8	<b>748,6</b>	0	1	2	3	<b>3</b>
Kazakhstan	979,7	0,0	<b>979,7</b>	251,6	<b>1 231,3</b>	0	1	2	3	<b>3</b>
Kirghizistan	979,7	0,0	<b>979,7</b>	230,0	<b>1 209,7</b>	0	1	2	3	<b>3</b>
Kosovo	431,5	4 866,7	<b>5 298,3</b>	–	<b>5 298,3</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
Lettonie	116,6	0,0	<b>116,6</b>	–	<b>116,6</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
Lituanie	140,0	0,0	<b>140,0</b>	–	<b>140,0</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
Ouzbékistan	1 212,9	0,0	<b>1 212,9</b>	964,2	<b>2 177,2</b>	2	2	4	8	<b>8</b>

Commission économique/pays <sup>b</sup>	Ressources (2004-2005 <sup>a</sup> )									Total
	Budget-programme			Budget d'appui biennal (brut)	Total, budget- programme et budget d'appui biennal	Postes imputés sur le budget d'appui biennal <sup>c</sup>			Total, postes imputés sur le budget d'appui biennal	
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total des ressources			Adminis- trateurs recrutés sur le plan interna- tional	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et autres catégories		
Pologne	140,0	0,0	<b>140,0</b>	–	<b>140,0</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>
République de Moldova	279,9	0,0	<b>279,9</b>	–	<b>279,9</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>
Roumanie	653,1	871,3	<b>1 524,4</b>	757,9	<b>2 282,4</b>	1	1	5	<b>7</b>	<b>7</b>
Tadjikistan	1 003,0	0,0	<b>1 003,0</b>	120,6	<b>1 123,6</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Turkménistan	1 003,0	0,0	<b>1 003,0</b>	178,0	<b>1 181,0</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Turquie	1 609,5	0,0	<b>1 609,5</b>	915,8	<b>2 525,2</b>	1	1	5	<b>7</b>	<b>7</b>
Ukraine	536,5	510,1	<b>1 046,5</b>	167,4	<b>1 214,0</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Yougoslavie	0,0	0,0	<b>0,0</b>	–	<b>0,0</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total partiel, CEE</b>	<b>13 785,4</b>	<b>6 524,4</b>	<b>28 389,8</b>	<b>5 546,9</b>	<b>25 856,7</b>	<b>5</b>	<b>15</b>	<b>36</b>	<b>56</b>	<b>56</b>
<b>Pays de la CESAP</b>										
Afghanistan	4 220,8	4 476,3	<b>8 697,0</b>	907,9	<b>9 604,9</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>
Bangladesh	12 782,9	24 466,9	<b>37 249,8</b>	1 153,4	<b>38 403,1</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>
Bhoutan	1 447,1	0,0	<b>1 447,1</b>	90,6	<b>1 537,7</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Cambodge	6 825,6	0,0	<b>6 825,6</b>	1 073,8	<b>7 899,4</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>
Chine	8 562,1	0,0	<b>8 562,1</b>	1 349,4	<b>9 911,5</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>
Inde	24 118,7	0,0	<b>24 118,7</b>	1 208,1	<b>25 326,8</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>
Indonésie	6 029,7	1 119,1	<b>7 148,7</b>	842,1	<b>7 990,8</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>
Iran (République islamique d')	5 426,7	0,0	<b>5 426,7</b>	821,5	<b>6 248,2</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
Malaisie	723,6	0,0	<b>723,6</b>	–	<b>723,6</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>
Maldives	1 085,3	0,0	<b>1 085,3</b>	154,6	<b>1 240,0</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Mongolie	3 497,2	763,0	<b>4 260,2</b>	545,0	<b>4 805,2</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
Myanmar	4 944,3	0,0	<b>4 944,3</b>	597,6	<b>5 541,9</b>	1	3	5	<b>9</b>	<b>9</b>
Népal	6 029,7	2 543,3	<b>8 573,0</b>	1 019,1	<b>9 592,1</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>
Pakistan	9 285,7	7 019,6	<b>16 305,3</b>	1 277,5	<b>17 582,8</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>
Papouasie-Nouvelle- Guinée	1 447,1	0,0	<b>1 447,1</b>	630,3	<b>2 077,4</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
Pays insulaires du Pacifique <sup>e</sup>	3 497,2	2 746,8	<b>6 244,0</b>	1 061,9	<b>7 305,9</b>	2	3	5	<b>10</b>	<b>10</b>
Philippines	6 270,9	1 068,2	<b>7 339,1</b>	810,0	<b>8 149,0</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
République démocratique populaire lao	2 653,1	0,0	<b>2 653,1</b>	585,9	<b>3 238,9</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>

<i>Ressources (2004-2005<sup>e</sup>)</i>										
<i>Commission économique/pays<sup>b</sup></i>	<i>Budget-programme</i>			<i>Budget d'appui biennal (brut)</i>	<b>Total, budget-programme et budget d'appui biennal</b>	<i>Postes imputés sur le budget d'appui biennal<sup>c</sup></i>			<b>Total, postes imputés sur le budget d'appui biennal</b>	<b>Total</b>
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<b>Total des ressources</b>			<i>Adminis- trateurs recrutés sur le plan interna- tional</i>	<i>Adminis- trateurs recrutés sur le plan national</i>	<i>Agents des services généraux et autres catégories</i>		
République populaire démocratique de Corée	1 929,5	0,0	<b>1 929,5</b>	97,4	<b>2 026,9</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Sri Lanka	2 170,7	559,5	<b>2 730,2</b>	528,1	<b>3 258,3</b>	1	1	4	<b>6</b>	<b>6</b>
Thaïlande	1 447,1	0,0	<b>1 447,1</b>	396,8	<b>1 843,9</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Timor oriental	2 291,3	0,0	<b>2 291,3</b>	600,5	<b>2 891,8</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
Viet Nam	7 838,6	813,9	<b>8 652,4</b>	669,3	<b>9 321,8</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
Régional, Asie et Pacifique	5 128,4	5 290,1	<b>10 418,6</b>	1 946,3	<b>12 364,8</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total partiel, CESAP</b>	<b>129 653,3</b>	<b>58 866,7</b>	<b>188 520,9</b>	<b>18 386,7</b>	<b>198 886,7</b>	<b>26</b>	<b>49</b>	<b>97</b>	<b>172</b>	<b>172</b>
<b>Pays de la CEPALC</b>										
Argentine	637,4	0,0	<b>637,4</b>	–	<b>637,4</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>
Bolivie	2 804,6	3 920,7	<b>6 725,3</b>	894,6	<b>7 619,9</b>	1	1	5	<b>7</b>	<b>7</b>
Brésil	1 529,8	0,0	<b>1 529,8</b>	830,4	<b>2 360,2</b>	1	2	4	<b>7</b>	<b>7</b>
Caraïbes anglophones et néerlandophones <sup>f</sup>	1 657,3	164,6	<b>1 821,9</b>	1 505,1	<b>3 327,0</b>	2	3	4	<b>9</b>	<b>9</b>
Chili	255,0	0,0	<b>255,0</b>	–	<b>255,0</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>
Colombie	1 402,3	0,0	<b>1 402,3</b>	624,9	<b>2 027,2</b>	1	1	3	<b>5</b>	<b>5</b>
Costa Rica	637,4	164,6	<b>802,0</b>	248,3	<b>1 050,3</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Cuba	1 274,8	0,0	<b>1 274,8</b>	171,1	<b>1 445,9</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
El Salvador	1 402,3	897,9	<b>2 300,2</b>	326,0	<b>2 626,1</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Équateur	2 039,7	1 631,1	<b>3 670,8</b>	948,7	<b>4 619,5</b>	1	2	4	<b>7</b>	<b>7</b>
Guatemala	1 274,8	0,0	<b>1 274,8</b>	789,1	<b>2 064,0</b>	1	1	4	<b>6</b>	<b>6</b>
Haïti	2 549,6	299,3	<b>2 848,9</b>	862,3	<b>3 711,2</b>	1	2	4	<b>7</b>	<b>7</b>
Honduras	3 314,5	2 169,9	<b>5 484,4</b>	1 084,3	<b>6 568,6</b>	2	2	4	<b>8</b>	<b>8</b>
Mexique	1 784,8	1 137,3	<b>2 922,1</b>	1 683,3	<b>4 605,3</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
Nicaragua	2 549,6	3 352,0	<b>5 901,7</b>	935,2	<b>6 836,9</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
Panama	892,4	0,0	<b>892,4</b>	312,3	<b>1 204,7</b>	0	1	1	<b>2</b>	<b>2</b>
Paraguay	1 529,8	0,0	<b>1 529,8</b>	221,5	<b>1 751,3</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Pérou	2 804,6	104,8	<b>2 909,4</b>	1 301,8	<b>4 211,2</b>	1	2	5	<b>8</b>	<b>8</b>
République dominicaine	1 274,8	239,4	<b>1 514,3</b>	304,2	<b>1 818,5</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>
Uruguay	255,0	0,0	<b>255,0</b>	–	<b>255,0</b>	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>
Venezuela	1 784,8	0,0	<b>1 784,8</b>	114,3	<b>1 899,1</b>	0	1	2	<b>3</b>	<b>3</b>

Commission économique/pays <sup>b</sup>	Ressources (2004-2005 <sup>a</sup> )									
	Budget-programme			Budget d'appui biennal (brut)	Total, budget-programme et budget d'appui biennal	Postes imputés sur le budget d'appui biennal <sup>c</sup>			Total, postes imputés sur le budget d'appui biennal	Total
	Ressources ordinaires	Autres ressources	Total des ressources			Adminis- trateurs recrutés sur le plan interna- tional	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et autres catégories		
Régional, Amérique latine	4 487,4	882,9	5 370,3	1 585,0	6 955,3	0	0	0	0	0
<b>Total partiel, CEPALC</b>	<b>38 142,8</b>	<b>14 964,5</b>	<b>53 107,2</b>	<b>14 742,4</b>	<b>67 849,6</b>	<b>13</b>	<b>27</b>	<b>68</b>	<b>108</b>	<b>108</b>
<b>Programmes interrégionaux</b>										
Programmes interrégionaux	39 745,4	15 593,2	55 338,6	–	55 338,6					
<b>Total partiel, programmes interrégionaux</b>	<b>39 745,4</b>	<b>15 593,2</b>	<b>55 338,6</b>	<b>–</b>	<b>55 338,6</b>					
<b>Total, toutes régions</b>	<b>408 659,2</b>	<b>167 190,0</b>	<b>557 849,2</b>	<b>86 577,1</b>	<b>644 426,4</b>	<b>99</b>	<b>225</b>	<b>424</b>	<b>748</b>	<b>748</b>

<sup>a</sup> La ventilation des ressources ordinaires destinées au financement des programmes entre les programmes de pays et les programmes multinationaux a été établie d'après le plan provisoire de financement pluriannuel pour 2004-2007. La ventilation par pays se fonde sur les plafonds de dépenses approuvés par la Directrice exécutive pour 2003. La répartition des autres ressources par pays se fonde sur les crédits alloués pour 2003 et au-delà, tels qu'ils apparaissent dans le système de gestion des ressources du programme sous Windows (WinPRMS).

<sup>b</sup> Listes des commissions économiques. *Source* : Sites Web officiels des commissions.

<sup>c</sup> Nouvelles classifications des bureaux de pays.

<sup>d</sup> L'Égypte figure comme membre de la CEA et de la CESA0. Dans le présent tableau elle apparaît parmi les pays membres de la CEA.

<sup>e</sup> Les pays insulaires du Pacifique Sud comprennent : Fidji, Kiribati, Îles Cook, Îles du Pacifique, Îles Marshall, Îles Salomon, Micronésie, Nauru, Nioué, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

<sup>f</sup> Les Caraïbes anglophones et néerlandophones comprennent : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.

	<i>Millions de dollars É.-U</i>		<i>Pourcentage du montant total du programme</i>	
	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>
<b>Assistance du FNUAP par grand domaine d'activité</b>				
Médecine de la procréation/ planification de la famille	119,2	129,2	69,5	63,5
Stratégies en matière de population et de développement	34,2	39,8	19,9	19,5
Activités promotionnelles	16,0	23,3	9,3	11,4
Activités multisectorielles	2,3	11,3	1,3	5,6
<b>Total</b>	<b>171,7</b>	<b>203,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Assistance du FNUAP par région géographique</b>				
Afrique subsaharienne	57,0	73,3	33,2	36,0
États arabes et Europe	22,6	23,8	13,2	11,7
Asie et Pacifique	55,9	63,8	32,6	31,3
Amérique latine et Caraïbes	16,9	21,8	9,8	10,7
Assistance interrégionale et mondiale	19,3	20,9	11,2	10,3
<b>Total</b>	<b>171,7</b>	<b>203,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Assistance du FNUAP à l'échelon national ou multinational</b>				
Échelon national	146,2	172,5	85,1	84,7
Échelon multinational	25,5	31,1	14,9	15,3
<b>Total</b>	<b>171,7</b>	<b>203,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : DP/FPA/2003/4 (Part I)/Add.1\*.

\* Toutes les données de 2002 figurant dans les présents tableaux ont un caractère provisoire.

	<i>Millions de dollars É.-U.</i>		<i>Pourcentage du montant total du programme</i>	
	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>
<b>Activités par groupe de pays<sup>1</sup></b>				
A	97,2	116,5	66,5	67,5
B	27,4	31,1	18,7	18,0
C	12,4	16,0	8,5	9,3
Pays en transition	6,7	7,2	4,6	4,2
Autres pays	2,5	1,7	1,7	1,0
<b>Total</b>	<b>146,2</b>	<b>172,5</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Assistance du FNUAP par agent d'exécution</b>				
Projets exécutés par les gouvernements	63,1	69,1	36,7	33,9
Organismes des Nations Unies	8,5	7,9	5,0	3,9
FNUAP <sup>a</sup>	77,6	98,0	45,2	48,1
Organisations non gouvernementales	22,5	28,6	13,1	14,1
<b>Total</b>	<b>171,7</b>	<b>203,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : DP/FPA/2003/4 (Part I)/Add.1\*.

<sup>1</sup> On trouvera dans un encadré à la fin de l'annexe une note explicative sur le système de groupement de pays du FNUAP.

<sup>a</sup> Ce chiffre inclut le montant de l'assistance fournie pour des achats destinés à des projets exécutés par les gouvernements, soit 37,9 millions de dollars (14,6 millions en 2001).

**Afrique subsaharienne**

	<i>Millions de dollars É.-U.</i>		<i>Pourcentage du montant total du programme</i>	
	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>
<b>Par principaux secteurs</b>				
Médecine de la procréation/ planification de la famille	40,0	43,4	70,1	59,3
Stratégies en matière de population et de développement	14,3	20,4	25,1	27,8
Activités promotionnelles	2,2	5,4	3,9	7,3
Activités multisectorielles	0,5	4,1	0,9	5,6
<b>Total</b>	<b>57,0</b>	<b>73,3</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Activités par groupe de pays</b>				
A	53,3	65,8	96,3	94,8
B	1,7	3,4	3,1	4,9
C	0,2	0,2	0,4	0,2
Autres pays	0,1	0,0	0,2	0,1
<b>Total</b>	<b>55,3</b>	<b>69,4</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Activités de pays	55,3	69,4	97,0	94,7
Activités régionales	1,7	3,9	3,0	5,3
<b>Total pour la région</b>	<b>57,0</b>	<b>73,3</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : DP/FPA/2003/4 (Part I)/Add.1\*.

## États arabes et Europe

	<i>Millions de dollars É.-U.</i>		<i>Pourcentage du montant total du programme</i>	
	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>
<b>Par principaux secteurs</b>				
Médecine de la procréation/ planification de la famille	17,3	17,3	76,5	72,5
Stratégies en matière de population et de développement	3,7	4,1	16,4	17,2
Activités promotionnelles	0,9	1,1	4,0	4,8
Activités multisectorielles	0,7	1,3	3,1	5,5
<b>Total</b>	<b>22,6</b>	<b>23,8</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Activités par groupe de pays</b>				
A	7,0	6,1	32,8	27,6
B	6,3	6,8	29,4	30,6
C	1,4	2,0	6,5	8,9
Pays en transition	6,7	7,2	31,3	32,8
Autres pays	0,0	0,0	0,0	0,1
<b>Total</b>	<b>21,4</b>	<b>22,1</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Activités de pays	21,4	22,1	94,7	92,9
Activités régionales	1,2	1,7	5,3	7,1
<b>Total pour la région</b>	<b>22,6</b>	<b>23,8</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : DP/FPA/2003/4 (Part I)/Add.1\*.

## Asie et Pacifique

	<i>Millions de dollars É.-U.</i>		<i>Pourcentage du montant total du programme</i>	
	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>
<b>Par principaux secteurs</b>				
Médecine de la procréation/ planification de la famille	43,0	48,2	77,0	75,5
Stratégies en matière de population et de développement	8,3	7,6	14,8	11,9
Activités promotionnelles	4,1	5,5	7,3	8,7
Activités multisectorielles	0,5	2,5	0,9	3,9
<b>Total</b>	<b>55,9</b>	<b>63,8</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Activités par groupe de pays</b>				
A	34,4	40,4	63,8	65,7
B	10,5	10,6	19,4	17,3
C	7,9	10,1	14,6	16,5
Autres pays	1,2	0,3	2,2	0,5
<b>Total</b>	<b>54,0</b>	<b>61,4</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Activités de pays	54,0	61,4	96,6	96,2
Activités régionales	1,9	2,4	3,4	3,8
<b>Total pour la région</b>	<b>55,9</b>	<b>63,8</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : DP/FPA/2003/4 (Part I)/Add.1\*.

### Amérique latine et Caraïbes

	Millions de dollars É.-U.		Pourcentage du montant total du programme	
	2001	2002	2001	2002
<b>Par principaux secteurs</b>				
Médecine de la procréation/ planification de la famille	12,2	12,2	72,2	56,0
Stratégies en matière de population et de développement	3,7	5,0	21,9	22,7
Activités promotionnelles	0,8	1,6	4,7	7,5
Activités multisectorielles	0,2	3,0	1,2	13,8
<b>Total</b>	<b>16,9</b>	<b>21,8</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Activités par groupe de pays</b>				
A	2,5	4,3	16,2	21,9
B	8,9	10,3	57,4	52,7
C	2,9	3,7	18,7	18,9
Autres pays	1,2	1,3	7,7	6,5
<b>Total</b>	<b>15,5</b>	<b>19,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Activités de pays	15,5	19,6	91,7	89,9
Activités régionales	1,4	2,2	8,3	10,1
<b>Total pour la région</b>	<b>16,9</b>	<b>21,8</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : DP/FPA/2003/4 (Part I)/Add.1\*.

### Assistance interrégionale et mondiale

	Millions de dollars É.-U.		Pourcentage du montant total du programme	
	2001	2002	2001	2002
<b>Par principaux secteurs</b>				
Médecine de la procréation/ planification de la famille	6,7	8,1	34,6	38,9
Stratégies en matière de population et de développement	4,2	2,7	21,8	13,1
Activités promotionnelles	8,0	9,7	41,5	46,3
Activités multisectorielles	0,4	0,4	2,1	1,7
<b>Total</b>	<b>19,3</b>	<b>20,9</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : DP/FPA/2003/4 (Part I)/Add.1\*.

### Système d'allocation des ressources du FNUAP aux programmes de pays (DP/FPA/2000/14)

Groupe	Pays (2000)	Part de la population mondiale (%)	Part des ressources (%)
A	62	46	67-69
B	27	19	19-21
C	20	35	7-9
<b>Total</b>	<b>109</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Groupe « A » : Pays qui ont le plus besoin d'une aide extérieure. Tous les pays de la catégorie des pays les moins avancés figurent dans ce groupe, conformément à la décision 1995/51 du Conseil économique et social dans laquelle le Conseil a demandé aux fonds et programmes des Nations Unies de continuer d'accorder une priorité élevée, dans leurs allocations budgétaires, aux pays les moins avancés, aux pays à faible revenu et à l'Afrique. Les pays du groupe A ont besoin d'une large assistance technique et d'une aide financière.

Groupe « B » : Pays bien avancés dans la réalisation des objectifs définis par la Conférence internationale sur la population et le développement.

Groupe « C » : Pays bien avancés dans la réalisation de la totalité des objectifs définis par la Conférence. L'assistance aux pays du Groupe C est ciblée de manière à veiller à ce qu'une conjoncture difficile, économique ou autre, ne compromette pas les résultats déjà obtenus. Les pays des groupes B et C ont besoin d'une assistance qui soit plutôt axée sur des thèmes ou sur des régions géographiques.

Groupe « T » : Pays à économie en transition.

Groupe « O » : Petits pays en développement (population inférieure à 150 000 habitants) pour lesquels la Division de la population du Secrétariat de l'ONU ne publie pas de données détaillées, et pays qui sont contributeurs nets au système des Nations Unies.